

Un rejet massif du projet de loi travail, des manifestations déterminées !

Quatre mois après le début du mouvement social et malgré tous les subterfuges du gouvernement, le projet de loi Travail reste massivement rejeté par la population. Ce matin l'intersyndicale a remis au conseiller social de François Hollande les premiers résultats de la votation citoyenne enclenchée il y a quatre semaines. Les résultats sont clairs, sur plus de 15 000 points de vote, plus de 700 000 bulletins exprimés, 90 % des votant-es rejettent ce projet de loi.

Face à cela le gouvernement lance une nouvelle pseudo consultation à quelques jours du débat à l'Assemblée nationale, si cette fois il a lieu, en choisissant ses interlocuteurs et en tentant, de nouveau, le piège de la division syndicale. Une fois encore, Solidaires n'est pas invité à donner son avis sur le projet de loi et à porter ses propositions pour un vrai projet de transformation sociale. Nous n'aurons eu droit qu'à une entrevue de 45 minutes avec la ministre du travail et à une autre de 30 minutes avec le premier ministre sur un texte de plus de 100 pages qui touche à des sujets majeurs pour les salarié-es de ce pays. Est-ce cela la démocratie sociale ?

Dans le même temps ce gouvernement, qui a certes reculé devant le tollé provoqué par son projet d'interdire les manifestations parisiennes, s'attaque gravement aux libertés publiques et trie les manifestant-es autorisé-es à entrer dans le cortège. Aujourd'hui ce sont plus de 200 militant-es de différentes organisations qui se sont retrouvé-es nassé-es devant la bourse du travail à Paris pendant plusieurs heures et ont été interdit-es de manifester. D'autres n'ont pu emporter leurs drapeaux, écharpes ou sacs et nous avons manifesté entre des cordons de forces de l'ordre, des grillages et des canons à eau dans une atmosphère oppressante et anxiogène. Depuis le début le gouvernement cherche à effrayer les manifestant-es.

Malgré tout cela nous étions plus de 50 000 à Paris et des dizaines de milliers dans toute la France pour dire non au projet de loi travail, c'est le signe d'un mouvement social fort et qui s'inscrit bien dans la durée. Pour l'Union syndicale Solidaires, nous devons poursuivre le combat et réussir à imposer nos revendications. Nous nous y emploierons dans les jours qui viennent, pendant le débat parlementaire, tout l'été et plus si nécessaire, jusqu'au retrait du projet de loi travail.

Paris, le 28 juin 2016

**144 Bd de la Villette
75 019 Paris**

**Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org
www.solidaires.org**

